

L'Éclaireur

Le point mensuel des gérants de WeSave.fr

SOMMAIRE

- | | | | |
|----|-------------------------|----|------------------------------------|
| 02 | L'éclairage du gérant | 24 | Nos vues tactiques et stratégiques |
| 19 | Points macro et marchés | 25 | Pour aller plus loin |
| 21 | Vues des actifs | | |

L'éclairage du gérant juin 2021

Le responsable de l'équipe de gestion

Vincent Lequertier a 25 ans d'expérience en gestion d'actifs. Après une carrière à la banque d'Orsay, il est successivement directeur adjoint actions puis directeur actions. Spécialiste de la gestion allocataire, il devient en Août 2015, le responsable de la gestion allocataire chez WeSave.fr.



Vincent Lequertier
Gérant chez WeSave

Les cryptos ... décryptées

Bitcoin, Ethereum, Tether, Cardano, Binance coin, XRP, Dogecoin... Les Baby-boomers (nés entre 1946-1965) et la génération X (nés entre 1965-1980) ne veulent généralement pas entendre parler des « cryptos », mais ne passent-ils pas à côté d'une formidable révolution, par simple méconnaissance du sujet ? À l'inverse, les générations Y (nés entre 1980-2000) et Z (nés à partir de 2000), en sont souvent de fervents défenseurs, mais ne tombent-elles pas naïvement dans le piège d'une incroyable bulle financière ? À défaut de trancher entre ces positions radicalement opposées, nous allons essayer de contribuer humblement à instruire plusieurs aspects de ce débat.

Cryptos, blockchain, jetons... de quoi parle-t-on ?

Le terme de « crypto » est la contraction de « crypto-monnaie », de « crypto-devise », ou bien encore de « crypto-actif », le choix du terme dépendant de l'étendue des attributs monétaires que l'on veut bien leur reconnaître. Les cryptos sont des monnaies virtuelles (il n'y a en effet ni billets, ni pièces, en circulation), s'échangeant au travers d'un réseau informatique sécurisé (i.e. la « blockchain »)

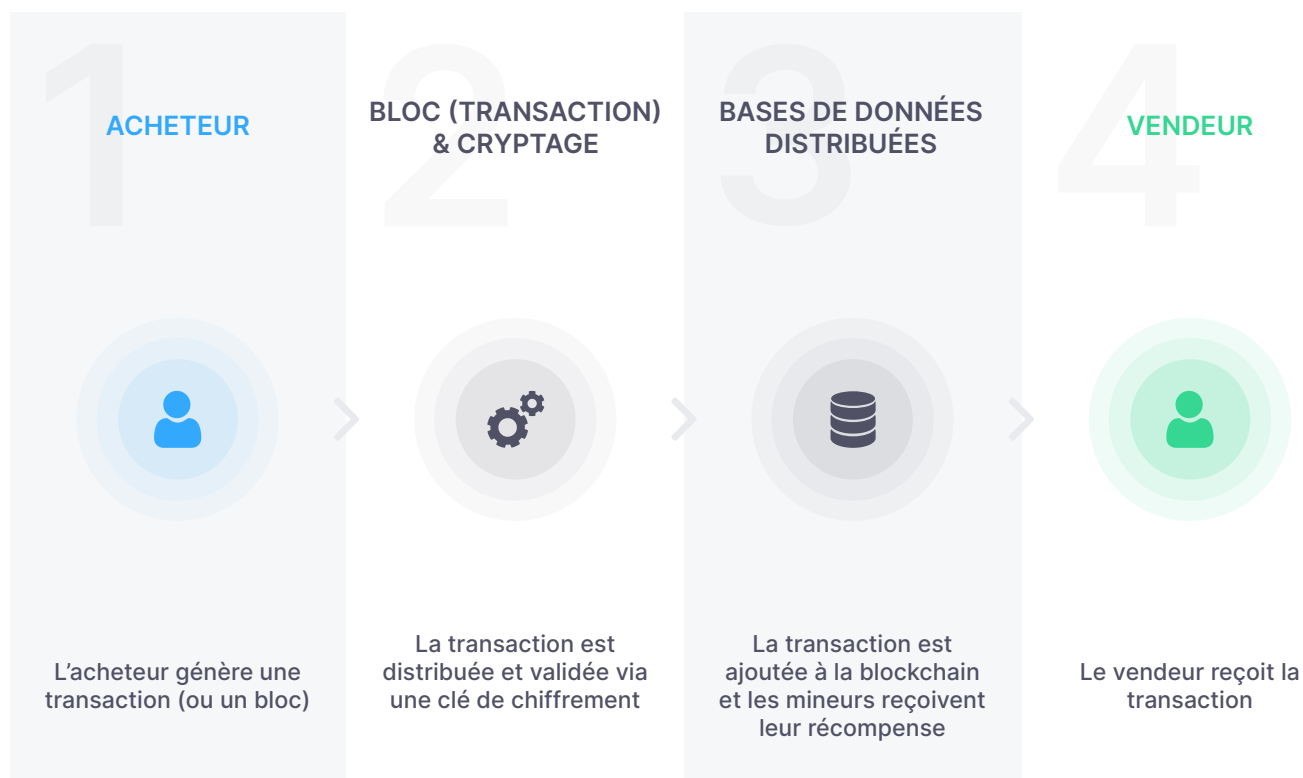
entre des individus ou des entreprises acceptant ces monnaies comme instrument de paiement. La très grande majorité des cryptos échappant au contrôle des États et des banques centrales, la gouvernance est donc assurée par les membres du réseau adoptant ces cryptos, et les éventuelles pertes financières doivent être assumées par chacun des participants, sans filet de sécurité étatique.

Une blockchain est un protocole informatique s'apparentant à un immense registre comptable informatique (« ledger » en anglais), dans lequel chaque transaction (appelée « block ») est enregistrée avec précision, permettant une parfaite traçabilité des dates, des flux et des intervenants. L'atout de la technologie de blockchain est qu'un système de cryptographie évolué et collaboratif, le « minage »,

permet de sécuriser ces flux, leur stockage, et leur mise à disposition permanente entre membres du réseau. Par conception, une blockchain empêche la modification frauduleuse des données y circulant, ces dernières étant gérées et stockées par un réseau d'ordinateurs adhérant collectivement à ce protocole commun. Pour pirater une blockchain, il faut parvenir à prendre le contrôle de la majorité des ordinateurs du réseau pour pouvoir falsifier ensuite les informations contenues dans le registre comptable. Autrement dit, plus une blockchain comprend de membres, plus elle est sécurisée. Cette technologie a été employée dès 2008, et elle est intimement liée au désormais célèbre Bitcoin. Dans l'écosystème des cryptos, une blockchain fait office de tiers de confiance, autrement dit plus besoin d'avoir recours à un intermédiaire bancaire pour que la transaction soit validée !

Blockchain - Proventus

Sources : WeSave



Un jeton (« token » en anglais) est un instrument financier numérique utilisé par les entreprises pour lever des capitaux dans le cadre d'un ICO (« Initial Coin Offering »), autrement dit lors d'une mise aux enchères de jetons. Les investisseurs intéressés à participer au financement des projets de la société achètent ces jetons contre un paiement réalisé en crypto-monnaie, le plus fréquemment en Ethereum ou en Bitcoin. Autrement dit, c'est une forme de cagnotte collaborative numérique, où le jeton atteste du don effectué : c'est donc une alternative ou un complément au « capital-risque », que s'approprie désormais le grand public. Selon les caractéristiques précises du jeton acquis, l'investisseur obtiendra soit une forme de propriété (proche d'une action), soit une partie des dividendes générés par l'entreprise, parfois un bien ou un service produit par l'entreprise, ou même le contrôle d'un système en construction. Il convient donc de bien comprendre ce que l'on achète pour ne pas être ensuite déçu. Certains jetons sont uniques, reflétant le titre de propriété d'un objet spécifique, comme par exemple un objet d'art informatique (cf. tableau, constitué d'un patchwork de photos numériques, récemment vendu pour 69 millions de dollars) : on parle alors d'un

jeton non fongible (NFT, ou « non-fungible token » en anglais). Les jetons achetés sont stockés dans un portefeuille électronique, le « wallet », dont l'accès n'est autorisé qu'avec une clé électronique anonyme et sécurisée. Une fois émis, le ou les jetons sont ensuite échangeables sur des plateformes numériques spécialisées.

Les investisseurs intéressés à participer au financement des projets de la société achètent ces jetons contre un paiement réalisé en crypto-monnaie, le plus fréquemment en Ethereum ou en Bitcoin. Autrement dit, c'est une forme de cagnotte collaborative numérique, où le jeton atteste du don effectué ...

Les différents types de «jetons» possibles

Sources : chefdentreprise.com / WeSave

Token de paiement (crypto-monnaie)	Token d'utilisation (usage numérique / droit d'accès)	Token d'actif (actifs en toute propriété)
Paiement	Application	Investissement
Stockage de valeur	Plateforme	Co-propriété
	Infrastructure	Actions/Obligations

Les cryptos sont-elles des monnaies ?

Seules certaines cryptos cherchent à devenir des monnaies, ce sont les tokens de paiement. Les autres sont créées à d'autres fins : des tokens d'utilisation et des tokens d'actifs. Les principales crypto-monnaies sont : Bitcoin, Ethereum, Ripple, Litecoin, Monero... Facebook envisage toujours de lancer sa propre crypto-monnaie (peut-être en 2021 ?), le Diem (anciennement nommé Libra), ce qui inquiète les autorités car la multinationale peut potentiellement accéder à plus d'1/3 des individus dans le monde au travers des divers réseaux sociaux qu'elle possède.

D'un point de vue légal, les crypto-monnaies n'étant pas émises par les États, comme c'est le cas pour l'Euro ou le Dollar, ce ne sont alors que de simples monnaies privées. Sauf interdiction spécifique dans certains pays, il est possible de convertir les cryptos en devises officielles et vice-versa. La plupart des États ont le projet de lancer leurs propres cryptos, ayant alors un cours légal : ce sont les « cryptos-fiat ». La Chine teste déjà depuis avril 2020 un Yuan numérique sur une partie de son territoire.

Pour qu'une monnaie soit acceptée comme un moyen de paiement, il faut qu'elle remplisse trois fonctions : intermédiaire des échanges, unité de compte, et réserve de valeur. Même si des échanges sont possibles avec des cryptos privées, personne n'est toutefois obligé de les accepter comme moyen de paiement. La très forte instabilité de valeur de la plupart des cryptos en fait par ailleurs de mauvaises unités de compte puisqu'en quelques heures seulement, le prix d'une baguette de pain pourrait par exemple valoir 10%-15%-20% de plus ou de moins. De même, cette extrême volatilité rend incertaine la capacité à assurer la fonction de réserve de valeur sur la durée, si par exemple son cours venait à s'effondrer du fait de l'apparition d'une nouvelle crypto plus séduisante.

Des « stablecoins » (Tether par exemple), autrement dit des jetons dont la valeur est parfaitement indexée sur celle d'une devise légale ou d'un panier de devises légales, cherchent à remédier à cette problématique de volatilité des cryptos. Les cryptos actuellement en circulation ne remplissent finalement que partiellement les trois fonctions monétaires, c'est pourquoi les autorités préfèrent l'emploi du terme de « crypto-actifs » pour les désigner.

Quelles sont les principales cryptos et quelle est leur valorisation actuelle ?

Si on s'en tient à leur capitalisation, les 10 principales cryptos au monde sont par ordre décroissant : Bitcoin, Ethereum, Tether, Cardano, Binance coin, XRP, Dogecoin, USD Coin, Polkadot, Uniswap. Le site spécialisé <https://coinmarketcap.com/> en répertorie déjà 10 165 dans le monde à la fin mai 2021. Le Bitcoin est la principale crypto, et toutes les cryptos alternatives au Bitcoin sont regroupées sous l'appellation d'« alt-coins ».

Seules certaines cryptos cherchent à devenir des monnaies, ce sont les tokens de paiement. Les autres sont créées à d'autres fins : des tokens d'utilisation et des tokens d'actifs. Les principales crypto-monnaies sont : Bitcoin, Ethereum, Ripple, Litecoin, Monero...

Historiques des cours du Bitcoin

Sources : Bloomberg, WeSave



Après avoir culminé à 2561 Mds \$ le 12 mai 2021, la valeur cumulée de l'ensemble des cryptos répertoriées est tombée à 1371 Mds \$ le 23 mai 2021, et est désormais de 1567 Mds \$, montant à comparer par exemple au PIB de la France de 2700 Mds \$ en 2019. Les 10 premières cryptos pèsent à elles seules 1260 Mds \$, soit 80% de l'ensemble des cryptos. Le Bitcoin est valorisé à lui seul 671 Mds \$, soit 42,9% du total, mais son poids relatif s'est effondré depuis la fin 2020 où il représentait alors 70,7% du total. Le Bitcoin ayant progressé de +119% en 2021 avant de retomber à +23% actuellement, c'est donc l'envol relatif des prix de ses proches concurrents et la venue de nouvelles cryptos qui expliquent cet impressionnant recul de part de marché (on parle alors du recul de sa « dominance ») en un si bref délai.

Le Bitcoin ayant progressé de +119% en 2021 avant de retomber à +23% actuellement, c'est donc l'envol relatif des prix de ses proches concurrents et la venue de nouvelles cryptos qui expliquent cet impressionnant recul de part de marché (on parle alors du recul de sa « dominance ») en un si bref délai.

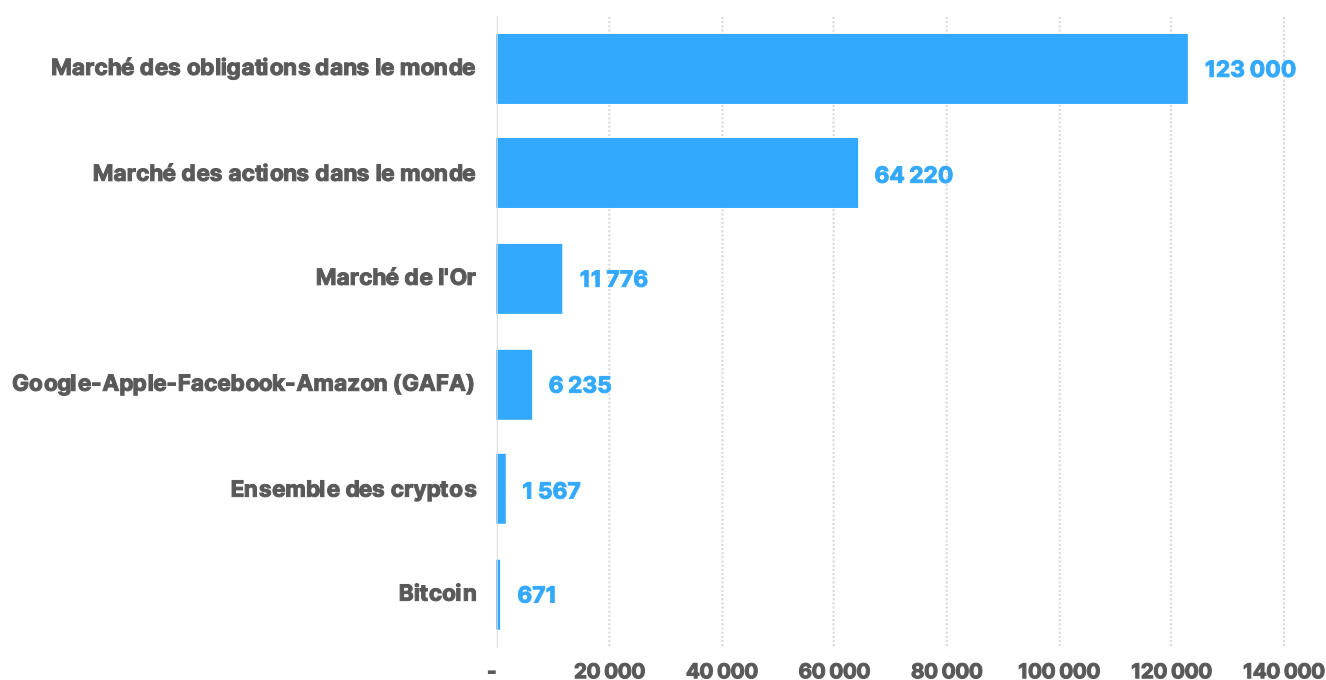
Valorisation et performances des principales cryptos (au 31/05/21)

Sources: <https://fr.investing.com/crypto/>, <https://coinmarketcap.com/> & Wesave

	Capitalisation (en Mds \$)	Capitalisation (en %)	Perf. 2021 (en %)
Total cryptos	1 566,7	100 %	
Cumul des 10	1 260,1	80 %	
1 Bitcoin	671,0	43 %	23 %
2 Ethereum	284,2	18 %	216 %
3 Tether	61,8	3 %	0 %
4 Cardano	51,5	3 %	764 %
5 Binance Coin	50,4	3 %	773 %
6 XRP	45,9	3 %	310 %
7 Dogecoin	39,4	3 %	6 384 %
8 USD Coin	22,4	1 %	0 %
9 Polkadot	19,3	1 %	121 %
10 Uniswap	14,3	1 %	381 %

Capitalisations respectives (en Mds \$)

Sources : Bloomberg, WeSave



Comment expliquer la valorisation d'une crypto, mais aussi leur flambée et le krach récent ?

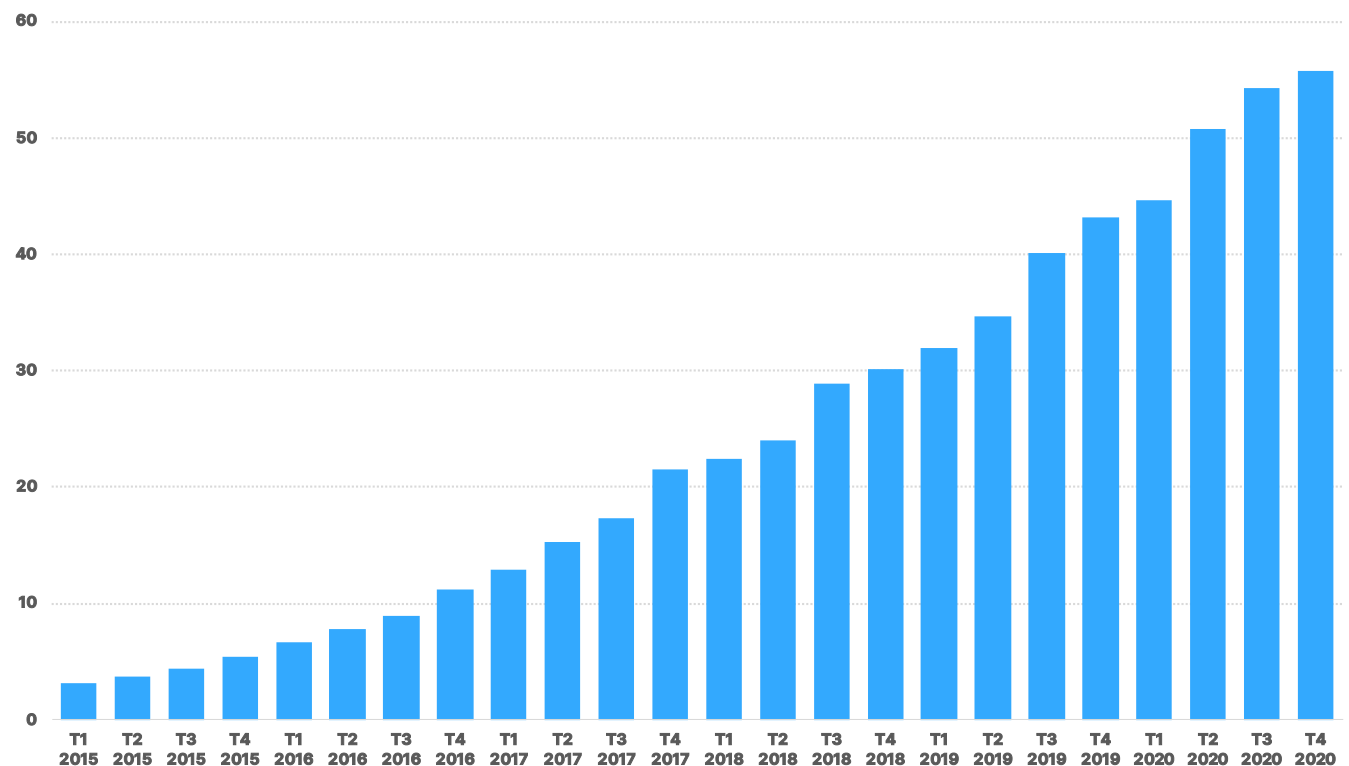
Une action procure un dividende, une obligation un coupon, un bien immobilier un loyer, mais la valeur d'une crypto est bien plus difficile à qualifier, d'où leur très forte versatilité. La valeur d'une crypto dépend de sa popularité, de l'usage que son acquéreur peut en avoir, et résulte en fin de compte surtout d'un rapport de force entre une offre et une demande. L'étendue du réseau social attaché à la crypto est donc déterminant, d'où la tentation pour des sociétés comme Facebook de développer leur propre crypto. Mais un jeton reflète aussi généralement un projet industriel et des droits

attachés qu'il convient de bien comprendre pour évaluer sa valeur aujourd'hui et son potentiel demain. Beaucoup de nouvelles entreprises sont dites « digital natives », autrement dit elles intègrent dès l'origine les cryptos dans leur modèle de développement : certains jetons peuvent parfois laisser espérer une croissance future très forte, et donc une valorisation élevée.

“ Mais un jeton reflète aussi généralement un projet industriel et des droits attachés qu'il convient de bien comprendre pour évaluer sa valeur aujourd'hui et son potentiel demain.

Nombre d'utilisateurs de portefeuilles Bitcoin dans le monde (en millions)

Sources : Statista, WeSave



Impossible de parler de la valeur des cryptos sans souligner leur caractère éminemment spéculatif. Beaucoup d'investisseurs agissent en meute, avec l'espoir de réaliser un profit rapide, sans même avoir analysé en amont les forces et les faiblesses des jetons achetés. Les situations de pénuries de jetons, souvent intentionnellement organisées par leurs émetteurs (21 millions de Bitcoins au maximum par exemple), peuvent provoquer des envols spectaculaires. La rareté contribue en effet à soutenir la valeur, mais le risque est que si trop peu de jetons sont émis ou ne circulent, ils ne restent confidentiels car trop peu disponibles pour une communauté large et ayant besoin d'échanges fréquents. La finalité de la crypto contribue généralement à sa valeur, mais pas toujours : le Dogecoin a été créé en toute transparence par ses fondateurs comme étant une simple blague technologique, et il est pourtant devenu aujourd'hui la 7ème crypto par la capitalisation (39 Mds \$), sa valeur approchant celle d'une société comme Vivendi ! Précisons toutefois que le Dogecoin est une blockchain parfaitement opérationnelle, et que c'est un formidable outil de marketing pour des levées de capitaux. Par ailleurs, quelques influenceurs sur les réseaux sociaux peuvent aussi faire ou défaire le destin d'une crypto : les déclarations et agissements d'E.Musk sont par exemple suivis de très près par la communauté d'investisseurs sur les cryptos.

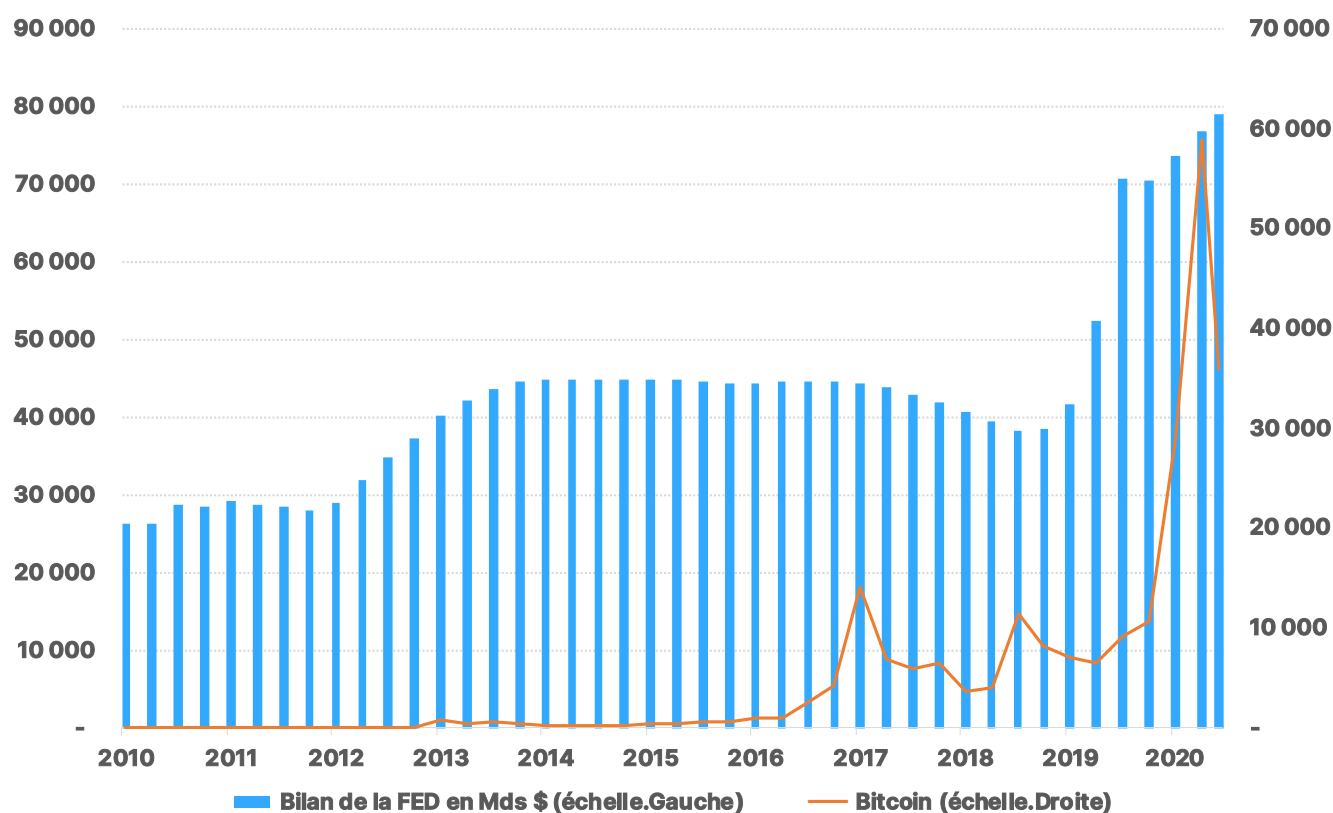
L'envol de la plupart des cryptos depuis un an s'explique notamment par la situation exceptionnelle due au coronavirus : des ménages ne pouvant dépenser normalement leurs revenus, d'où la constitution d'une épargne extraordinaire, des réseaux informatiques parfaitement opérationnels, et enfin des actifs financiers s'étant effondrés. Certains ont saisi cette opportunité pour investir en bourse, mais aussi pour tenter leur chance sur les cryptos. La flambée des cours que cela a entraîné a entretenu un sentiment de confiance, alimentant à son tour la spéculation et la venue de nouveaux investisseurs. La hausse des cours des cryptos a donc eu tendance

à s'auto entretenir. Le Bitcoin étant un peu considéré comme la valeur refuge au sein des cryptos, l'appétit croissant pour le risque des investisseurs explique probablement en partie sa moindre performance relative depuis le début d'année face aux « alt-coins ». Il faut aussi souligner la présence croissante des professionnels de la finance dans l'univers des cryptos, car ces derniers, cherchant à mutualiser leurs investissements, exercent une pression acheteuse plus forte sur les petites cryptos que sur celles étant les plus chèrement valorisées. Par ailleurs, les Banques centrales ont dû créer énormément de monnaie pour aider les États à financer leurs soutiens budgétaires urgents, et l'emploi à outrance de la « planche à billets » inquiète de nombreux investisseurs, doutant de la valeur à terme des monnaies légales (cf. risque potentiel d'inflation), et préférant de ce fait chercher un éventuel refuge au travers des cryptos. Ceci amène d'ailleurs à s'interroger sur le possible repli des cryptos quand les Banques centrales durciront leurs politiques monétaires ou bien lorsque les investisseurs anticiperont une telle décision.

Beaucoup d'investisseurs agissent en meute, avec l'espoir de réaliser un profit rapide, sans même avoir analysé en amont les forces et les faiblesses des jetons achetés. Les situations de pénuries de jetons, souvent intentionnellement organisées par leurs émetteurs (21 millions de Bitcoins au maximum par exemple), peuvent provoquer des envols spectaculaires.

Evolution comparée du Bilan de la FED et des cours du Bitcoin

Sources : Bloomberg, WeSave



Le krach que viennent de subir les cryptos en mai est exceptionnel en tous points. Non pas que les chutes de prix soient rares sur les cryptos ... au contraire même (cf. tableau des performances et pertes maximales sur le Bitcoin) ! Mais une chute d'une telle ampleur, et surtout en si peu de temps, est en revanche hors norme : près de 1200 Mds \$ de capitalisation évaporés en seulement 11 jours. Plusieurs facteurs conjoints expliquent ce choc : une hausse trop forte des cryptos depuis un an, des investisseurs novices inconscients des risques pris, la présence récente d'institutions financières appliquant des règles strictes de gestion des risques, le revirement surprise et très symbolique de Tesla quant à l'acceptation du Bitcoin comme moyen de paiement, l'enquête des autorités américaines à l'encontre de la plateforme de cotation Binance... Mais c'est avant tout le message ferme des autorités chinoises, bannissant les cryptos privées comme instrument de paiement et interdisant le

minage sur son territoire (65% du total mondial !), qui a fait chuter toutes les cryptos. Ce n'est pas la première fois que ce message est envoyé par les autorités chinoises, mais le probable lancement prochainement d'un crypto-Yuan officiel (en 2022 ?) rend plus crédible cette menace. Quelques conclusions peuvent être tirées de ce krach : certaines décisions réglementaires peuvent clairement affecter très fortement le prix des cryptos, la diversification entre cryptos n'offre pas de protection significative à la baisse (sauf les stablecoins évidemment !), il n'y a pas eu de contagion aux classes d'actifs traditionnelles, et les plateformes de cotation dédiées n'ont pas tenu techniquement face à l'afflux d'ordres, la plupart ayant dû interrompre temporairement toute opération. Par ailleurs, l'ampleur de l'écho que cet événement a eu dans les médias montre que les cryptos sont désormais devenues un sujet sociétal et non pas seulement monétaire.

Performances et pertes maximales sur le Bitcoin

Sources : Bloomberg, WeSave

	Performance	+ Haut	+ Bas	Perte maximale
2011	1 317 %	29,60	0,30	- 93 %
2012	218 %	13,70	4,27	- 39 %
2013	5 428 %	1 137,0	13,28	- 68 %
2014	- 58 %	914,51	284,18	- 69 %
2015	36 %	462,96	183,07	- 42 %
2016	120 %	904,48	368,69	- 25 %
2017	1 375 %	19 041,63	789,11	- 31 %
2018	- 74 %	16 753,24	3 156,89	- 81 %
2019	95 %	12 733,71	3 358,91	- 48 %
2020	305 %	28 996,28	4 904,48	- 53 %
2021	23 %	64 869,78	27 971,04	- 54 %

Les entreprises et la finance vont - elles s'en emparer massivement ?

Sauf à ce que l'entreprise soit « digital native », elle paye ses fournisseurs, ses employés, ses impôts, ses charges sociales... dans la devise légale du pays et non pas en crypto. C'est pourquoi il n'est pas logique a priori de constituer une trésorerie en crypto. Lorsque Tesla a placé une partie significative de sa trésorerie (1,5 Mds \$, soit 8% de son cash) sur le Bitcoin, il s'agissait à l'évidence d'une spéculation sur la hausse potentielle future de ce crypto-actif et d'un coup de publicité pour la société. Rien n'empêche toutefois une entreprise d'accepter une crypto en paiement pour rendre service à sa clientèle ou pour digitaliser son image, quitte à convertir tout de suite la crypto

reçue en paiement par le client dans la monnaie légale du pays : les devises détenues en trésorerie doivent logiquement refléter la structure des dépenses futures de l'entreprise. Si la société a contracté un emprunt en crypto, cela a en revanche du sens de détenir en caisse cette crypto pour faire face aux remboursements futurs.

Sauf à ce que l'entreprise soit « digital native », elle paye ses fournisseurs, ses employés, ses impôts, ses charges sociales... dans la devise légale du pays et non pas en crypto. C'est pourquoi il n'est pas logique a priori de constituer une trésorerie en crypto.

Quelques entreprises mettent en avant pour justifier de la détention de cryptos dans leur trésorerie le manque de confiance qu'elles ont dans la réserve de valeur offerte par les monnaies légales... cet argument ne tient pas la route au vu de l'extrême volatilité des cryptos, ces dernières n'offrant aucune garantie d'avoir encore la moindre valeur à terme. L'avenir de l'entreprise, de ses salariés, de ses fournisseurs... peut-il raisonnablement dépendre d'un tel pari sur l'avenir ?

Les cryptos offrent aux entreprises certains avantages incontestables : transparence, sécurisation, vitesse de transferts, économie de coûts grâce à la désintermédiation, transferts internationaux sans impacts de conversions en devise locale, traçabilité complète du processus de fabrication et des lieux de production du produit à destination de la clientèle, certification de l'authenticité de la marque... Il semble difficile d'imaginer que ces atouts ne s'imposent pas sur la durée dans nos économies, mais est-ce que ce sera le fait de cryptos privées ou bien de cryptos d'États ? La fonction d'intermédiaire financier occupée par les banques va-t-elle disparaître au profit de comptes cryptos directement ouverts auprès de chaque Banque centrale ? Les activités de back-office, autrement dit l'administratif permettant d'attester de certains flux financiers, seront-elles encore nécessaires ? Quelles seront les conséquences sur l'emploi de la généralisation de telles technologies ? Il n'est pas étonnant que les autorités avancent à pas très mesurés sur ces sujets extrêmement sensibles et pouvant déstabiliser au pire moment le bon fonctionnement des économies !

À ce stade, les institutions financières développent de plus en plus de services à destination des entreprises ou des particuliers dans le domaine des cryptos. Impossible en effet de faire l'impasse sur ce qui semble être voué à s'imposer à l'avenir, c'est pourquoi les annonces autour de ces nouveaux services se multiplient chaque jour. Difficile de savoir quelles cryptos, quels protocoles informatiques, s'imposeront en fin de compte à terme, mais il est indispensable de se familiariser très vite avec leur usage et d'adapter

les établissements à ces nouvelles exigences, évitant ainsi de disparaître pour n'avoir exercé la veille technologique nécessaire. Les cryptos pourraient ainsi, en quelques années seulement, changer radicalement les rapports de force respectifs prévalant aujourd'hui entre les établissements financiers : une révolution opérationnelle est à l'évidence en marche pour la finance, et il convient de s'y préparer !

Les politiques monétaires et budgétaires sont-elles remises en cause, et faut-il alors réguler les cryptos ?

La monnaie est l'un des plus forts symboles de la souveraineté d'un pays ou d'une zone économique. Pour les Banques centrales, la montée en puissance de concurrents potentiels que sont certaines cryptos de paiements est donc nécessairement un sujet très sensible, car c'est une forme de contestation du pouvoir régalién, d'où la tentation de les discréditer et de les considérer comme de simples crypto-actifs, comme des instruments privilégiés pour la fraude, pour l'évasion fiscale, pour le financement du terrorisme... Bien sûr, de nombreux crimes et malversations sont avérés, et l'anonymat des blockchains peut

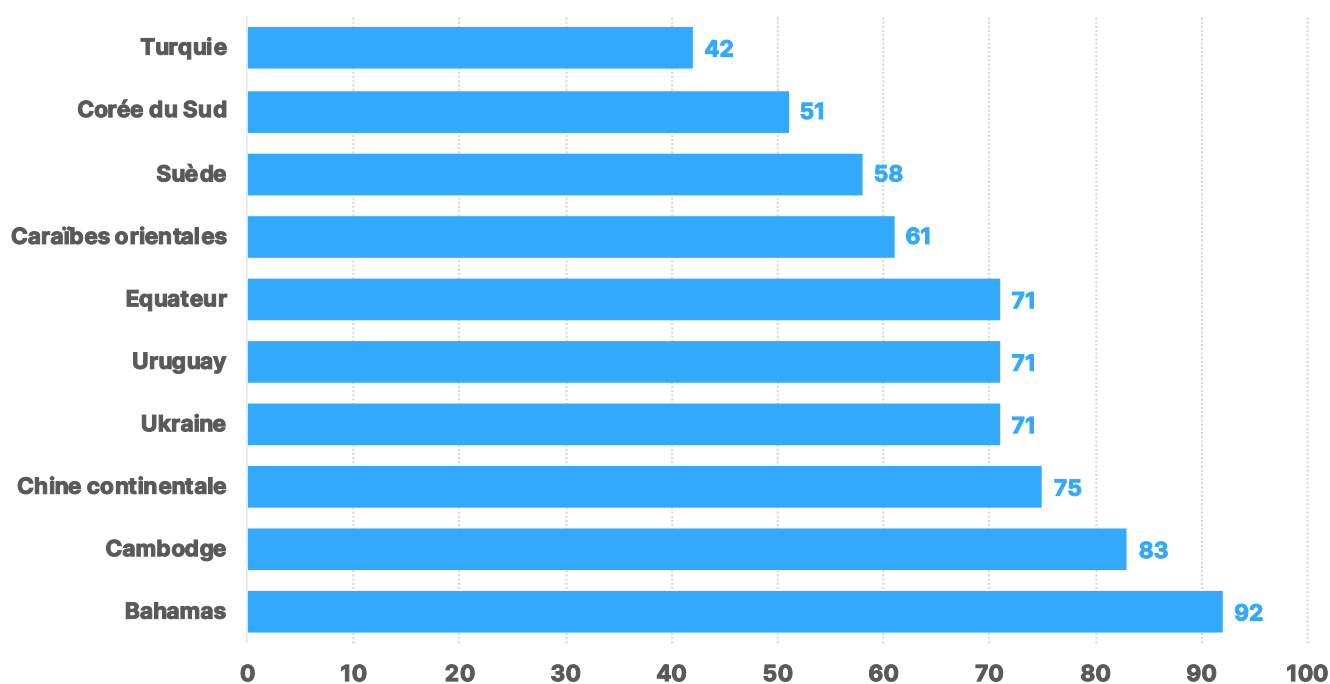
À ce stade, les institutions financières développent de plus en plus de services à destination des entreprises ou des particuliers dans le domaine des cryptos.

faciliter ces actes (selon Europol, en 2019, 1,1% des transactions sur le Bitcoin étaient liées à des activités criminelles), mais les monnaies légales ne protègent pas non plus de ce type de pratiques ! Pour quelques rançons payées en Bitcoins, combien d'opérations parfaitement légales se négocient chaque jour grâce à ce protocole informatique ? Par ailleurs, il est essentiel de bien comprendre que les crypto-monnaies ne sont pas de simples versions numériques des monnaies traditionnelles, leur spécificité étant d'être programmables à volonté, autorisant ainsi des fonctionnalités que les monnaies traditionnelles ne permettent pas. Dans l'hypothèse où des cryptos d'États auraient déjà été mises en place, il aurait par exemple été possible durant la crise du coronavirus de programmer des jetons dont l'usage aurait été conditionné par une date limite de validité, permettant d'affiner ainsi les soutiens financiers à destination de la population et des entreprises. Les comptes cryptos étant logés à la Banque centrale, il aurait pu également être facile d'identifier les personnes tombant dans la précarité ou les entreprises risquant la faillite, et de

leur affecter spécifiquement des soutiens financiers en urgence, évitant les fréquents attermoissements des banquiers inquiets d'ajouter des créances douteuses à leurs portefeuilles de clients. De la même manière, il serait possible ainsi de mieux flécher certains investissements privés, vers la protection de l'environnement par exemple. La liste est infinie des nouvelles applications proposées par ces jetons programmables, c'est pourquoi leur adoption par les Banques centrales n'est qu'une question de temps et de préparation en amont. Mais pour ces institutions, la révolution sera majeure car quelle sera alors la frontière entre politique monétaire et budgétaire, et qu'en sera-t-il de l'indépendance des Banques centrales ? La vitesse de circulation de la monnaie, et donc implicitement l'inflation, sera-t-elle modifiée par l'adoption des cryptos ? Le cash, et l'espace de liberté et de confidentialité qui y est attaché, va-t-il disparaître avec le lancement des cryptos d'États ? Que deviendront les banques commerciales dans un tel schéma, et quelles fonctions leurs seraient encore dévolues ?

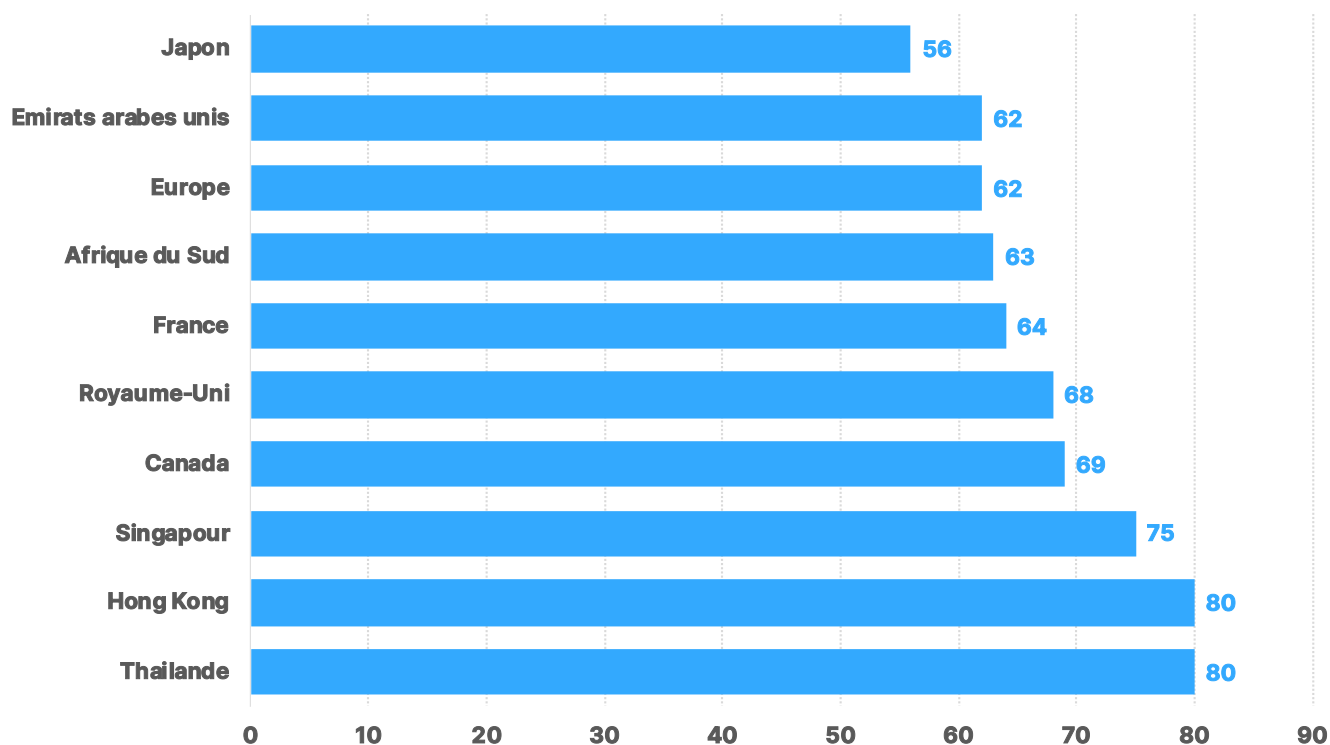
Nombre de projets en Monnaies Digitales de Banque Centrale à destination des particuliers

Sources : PWC, WeSave



Nombre de projets en Monnaies Digitales de Banque Centrale pour l'interbancaire

Sources : Barclays Research, WeSave



Pour les États, l'enjeu est peut-être plus important encore ! La traçabilité des flux de capitaux conditionne le prélèvement des divers impôts dus, et donc le financement des politiques budgétaires envisagées. De même, alors que les États sont très endettés, quelles peuvent être les conséquences de la généralisation de l'usage des cryptos sur le coût de l'emprunt si l'emprise des gouvernements sur les flux de capitaux décroît ? C'est donc tout simplement une question de survie financière pour les gouvernements que de s'assurer que les cryptos privées ne prennent pas le dessus sur les monnaies légales. Sécuriser les recettes de l'État est une chose, mais l'intérêt est aussi de pouvoir affiner l'affectation des dépenses et d'en avoir une traçabilité absolue. Imposer une crypto-fiat permettrait de s'assurer que les sommes soient plus efficacement allouées, profitant par exemple plus directement aux entreprises du pays plutôt qu'à entretenir inutilement certains déficits commerciaux. L'écosystème des cryptos détruira bien entendu beaucoup d'emplois

et de revenus (quid du travail au noir par exemple ?), mais il offre aussi un potentiel de création d'emplois très important, c'est donc un enjeu sociétal majeur qu'il faut saisir plutôt que subir. Imaginons qu'un Yuan numérique chinois s'impose et vienne à surpasser l'Euro numérique sur le territoire européen, qu'advierait-il alors du financement de nos entreprises, de notre protection sociale, de la protection de nos données, de notre sécurité nationale..., et quid de la suprématie historique du Dollar ? La question de la souveraineté monétaire numérique est donc une urgence absolue.

Malgré les réticences des incondtionnels des cryptos, une importante régulation accompagnera ces développements, et certaines libertés offertes aujourd'hui seront limitées ou supprimées demain. Il convient d'éviter le blanchiment d'argent, de protéger les investisseurs des arnaques, de limiter les conséquences des piratages de jetons... L'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle

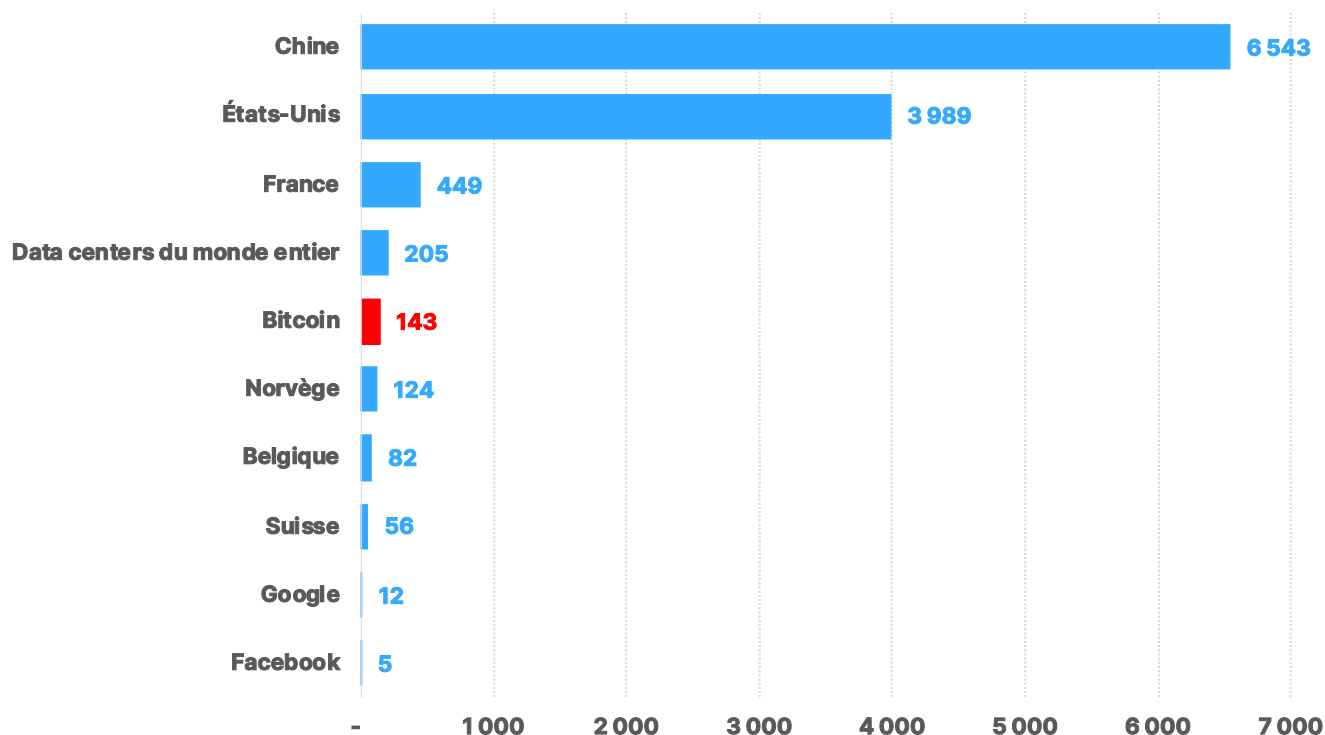
des marchés financiers, la SEC, a déjà indiqué travailler activement sur ces sujets, et les autres pays suivront. Toutefois, la complexité de cet univers numérique compliquera la tâche des autorités et, comme souvent, il est probable qu'elles soient souvent en retard par rapport aux possibilités offertes par ces technologies transformantes. Le risque est qu'un éventuel excès de régulation puisse être un frein très important à la démocratisation des cryptos, et que cela n'affecte en fin de compte la compétitivité relative du pays sur la durée. La meilleure des régulations resterait en fin de compte de parvenir à faire adopter par tous la crypto-fiat nationale, et que les cryptos privées concurrentes s'effacent progressivement.

Pour gagner un peu de temps, les autorités pourraient mettre en avant l'ampleur de l'impact écologique des cryptos, incitant les investisseurs à faire face à leurs contradictions environnementales, alors que l'investissement socialement responsable ne

cesse de monter en puissance. La consommation énergétique et l'empreinte carbone sont en effet des sujets importants aujourd'hui pour les cryptos, mais les progrès technologiques réduiront les impacts sur l'environnement dans les prochaines années, et certaines sociétés financées grâce à ces jetons numériques seront demain les fers de lance de ces progrès énergétiques. La consommation énergétique due au seul Bitcoin est certes plus importante aujourd'hui que celle de la Norvège, mais l'impact pour la planète reste moindre que de laisser en veille les appareils électriques aux États-Unis plutôt que de les éteindre ! Enfin, les « mineurs » de cryptos, pour améliorer la rentabilité de leur activité, cherchent à exploiter surtout les surplus inutiles d'énergie, surplus que l'on trouve généralement auprès d'énergies renouvelables (barrages hydroélectriques...). L'obstacle environnemental, sans être éludé, ne doit donc pas être surestimé.

Points de comparaisons quant à la consommation énergétique due au Bitcoin (en Twh)

Sources : Université de Cambridge, Visual Capitalist, WeSave



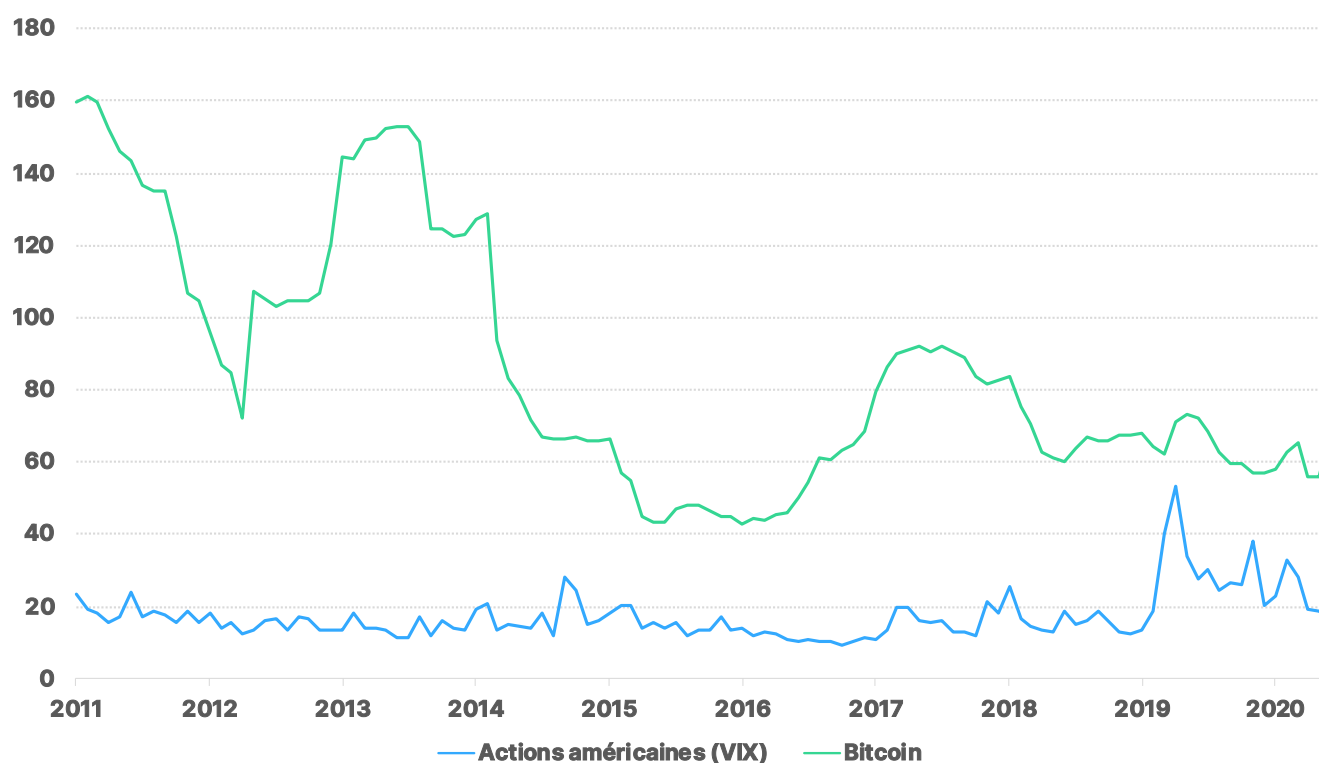
Comment investir sur les cryptos, quelles précautions faut-il prendre, et quelle fiscalité s'applique ?

De très nombreuses plateformes spécialisées sont dédiées aux échanges de jetons et/ou aux ICO : Coinbase, Binance, Kraken... La cotation se fait 7 jours sur 7, et en continu toute la journée ... pas de répit le week-end ! Il convient d'être vigilant car les fraudes et les piratages de comptes peuvent intervenir. L'AMF tient à la disposition du public des listes de plateformes ou de supports d'investissement qu'il faut absolument

éviter [Plus d'information](#). Pour rappel, les compétences des autorités sont aujourd'hui très limitées dans ce domaine, c'est pourquoi les sommes détournées seront généralement définitivement perdues ! En effet, il n'y a pas de chambre de compensation ou de garanties bancaires, d'où un risque potentiellement bien plus important que sur les actifs régulés. Avant d'investir, il faut être éventuellement prêt à perdre l'intégralité des sommes engagées, même si cette situation extrême est toutefois rare. Autrement dit, mesurez bien par rapport à l'ensemble de votre patrimoine le sacrifice que cela pourrait potentiellement représenter dans la pire des hypothèses. Attention à ne pas perdre les codes confidentiels de votre portefeuille virtuel, car nombreux sont ceux ayant définitivement perdu leur mise simplement à cause de cette négligence, et les sommes se comptent parfois en millions d'Euros !

Volatilités des actions américaines et du Bitcoin

Sources : Bloomberg, WeSave

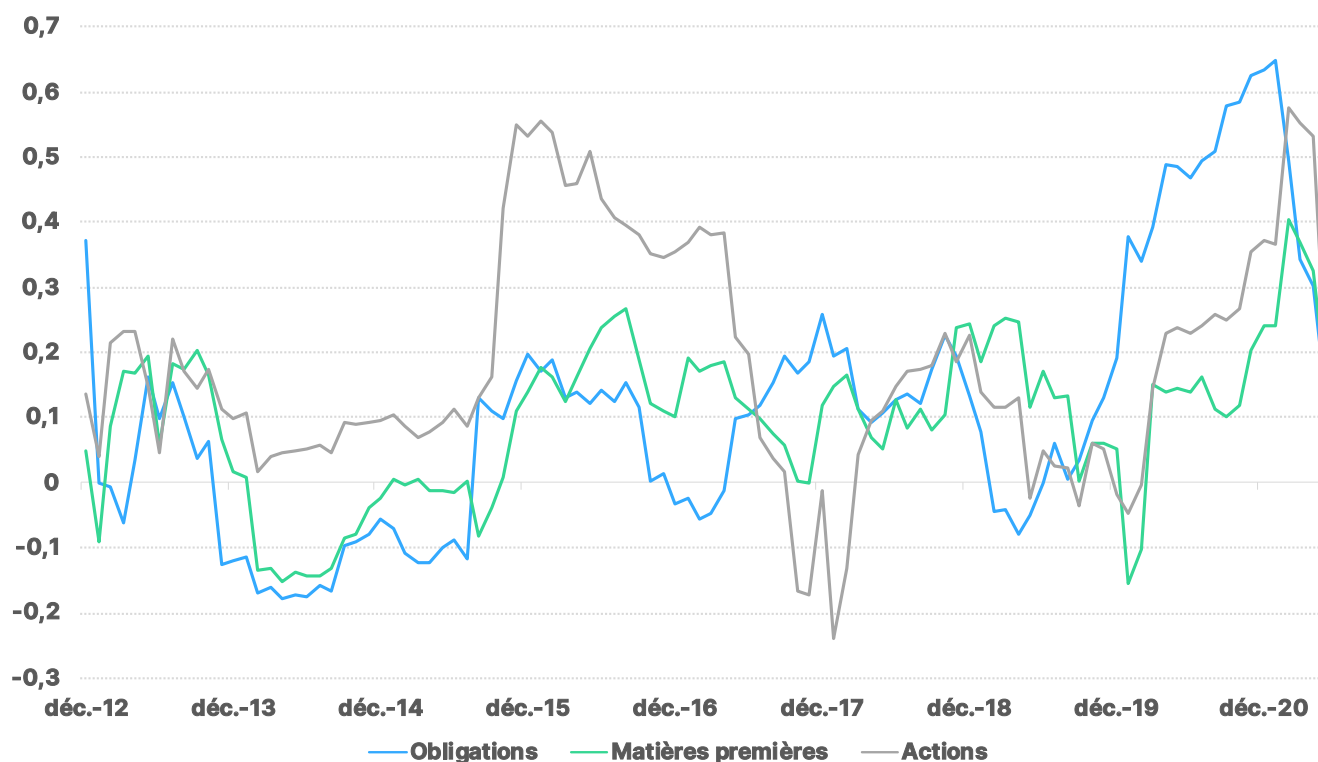


Pour investir sur les cryptos, il faut bien comprendre quels sont les avantages et les inconvénients des jetons que l'on envisage d'acquérir, autrement dit de bien analyser en amont ce qu'est exactement la crypto ciblée. Les achats et les ventes se font comme pour des actions (ordres au marché, ou bien avec des limites, ou bien encore avec des stops), mais attention car l'extrême volatilité de ces actifs donne parfois une image trompeuse de leur possible exécution. En effet leur liquidité est souvent déficiente, notamment pour les cryptos les plus confidentielles, d'où de très mauvaises surprises dans certains cas ! Cette faible liquidité est parfois un atout, quand elle provoque la hausse du jeton, mais elle peut aussi être catastrophique à la baisse. Ainsi, durant le krach des cryptos en mai, les principales plateformes spécialisées n'ont tout simplement pas pu effectuer normalement les cotations des cryptos, empêchant certains investisseurs de limiter leurs pertes, ou d'autres de profiter de ces cours soudainement

bas. L'extrême volatilité de la plupart des cryptos nécessite une vigilance particulière de l'investisseur, et il convient d'éviter les effets de leviers, surtout quand on n'en comprend pas bien les implications, comme le fait qu'on puisse perdre parfois plus que la mise initiale ! Par ailleurs, en l'absence de régulation, les prix cotés sur chaque plateforme dédiée aux cryptos peuvent parfois différer sensiblement, d'où une attention à porter également quant au choix de la plateforme finalement retenue. Comme toujours, il convient de diversifier ses actifs plutôt que de tout miser sur une seule crypto, et penser à régulièrement prendre des bénéfices et à les sécuriser (sur des stable-coins par exemple, si on veut rester dans l'univers des cryptos). L'ancienneté et la robustesse de certaines cryptos, sans être des gages de valeur future, peuvent être toutefois l'assurance d'une certaine résilience, utile pour bâtir le risque global de son portefeuille de cryptos. Les gains, parfois rapides, détournent souvent l'attention des frais prélevés, mais

Corrélations entre le Bitcoin et les principaux actifs

Sources : Bloomberg, WeSave



ne vous y trompez pas, si autant de plateformes se développent, c'est que c'est très rentable pour elles de vous faire régulièrement investir et arbitrer les diverses cryptos : surveillez donc de près vos coûts, d'autant que la transparence sur le sujet n'est pas toujours de mise ! Certaines sociétés liées à l'univers des cryptos commencent à se faire coter en bourse (Coinbase récemment par exemple), elles seront donc progressivement intégrées aux indices boursiers, et donc dans les ETF qui les répliquent. Une passerelle s'installe donc progressivement entre les cryptos, les marchés régulés, et l'univers d'investissement de WeSave.

Les cryptos ont beau être virtuelles, leur fiscalité est en revanche bien réelle ! La fiscalité sur les cryptos relève de la Loi de finances 2019. Les gains sont désormais soumis à la Flat Tax de 30%, ou bien encore au barème de l'imposition sur les revenus plus prélèvements sociaux si ce second choix devait être plus avantageux. La fiscalité s'applique sur la plus-value globale générée durant l'année. Tant que les cryptos ne sont pas converties en monnaie légale, aucune plus-value n'est enregistrée, et il n'y a donc alors pas de fiscalité. Il est obligatoire de déclarer les comptes de cryptos détenus dans des établissements situés à l'étranger. En cas d'insuffisance de déclaration, les rappels d'impôts font l'objet d'une majoration allant de 40 % (manquement délibéré ou mauvaise foi) à 80% (manœuvres jugées frauduleuses).

WeSave va-t-il investir sur les cryptos ?

Suravenir, notre assureur partenaire, a les pleins pouvoirs pour autoriser ou interdire les ETF que nous pouvons utiliser au sein de nos contrats d'assurance-vie. À ce jour, aucun ETF de crypto n'est disponible parmi les supports d'investissements admis, la question

ne se pose donc pas ! L'extrême volatilité actuelle de la plupart des cryptos est incompatible avec notre philosophie de gestion consistant à chercher le juste équilibre entre rendement et risque. Si la volatilité des cryptos devait très fortement baisser, nous pourrions alors y trouver une éventuelle source de diversification additionnelle à nos allocations d'actifs, mais encore faudrait-il que la décorrélation avec les autres actifs en portefeuille soit significative, sinon cela n'apporterait qu'une exposition voisine, mais avec simplement bien plus d'effet de levier. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant des éventuelles évolutions dans le domaine, et nous nous tenons à votre disposition pour vous accompagner dans vos divers investissements.



Marchés Financiers

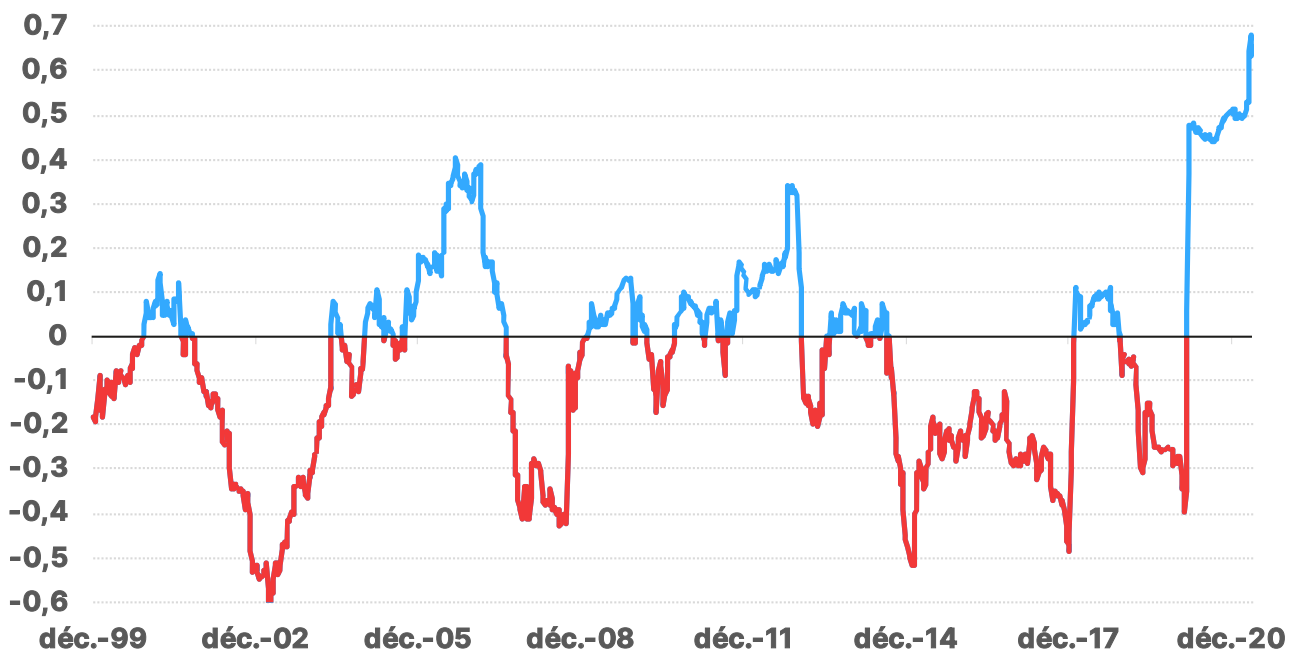
- Le coefficient de corrélation mesure l'intensité de la relation existant entre deux variables, ici les actions américaines vis-à-vis des obligations américaines.
- Lorsque l'indice est proche de +1, cela signifie que les deux évoluent dans le même sens.
- Lorsque l'indice est proche de -1, cela signifie que leur comportement est diamétralement opposé.
- La corrélation entre actions et obligations américaines est instable sur la durée, et est actuellement de +0,63.

Quelle conséquence pour les portefeuilles ?

Lorsque l'on construit un portefeuille, il est utile de regarder sur une longue durée comment se comporte la corrélation entre les actifs que l'on envisage de détenir. Pour qu'un portefeuille soit correctement diversifié, il est utile d'avoir des actifs complémentaires, autrement dit avec une corrélation négative ou nulle. Lorsque la corrélation est positive, cela signifie qu'il n'y a plus de protection si l'on s'est trompé dans son scénario boursier. Autrement dit, s'il est aujourd'hui logique d'être exposé aux actions américaines pour accompagner le scénario de reprise économique en cours, les obligations n'offrent plus de « parachute » satisfaisant. Dans le cas d'un durcissement de politique monétaire, actions et obligations risquent de baisser simultanément, même si l'ampleur ne sera toutefois pas identique.

Corrélation entre les actions et les obligations américaines (données hebdomadaires)

Sources : Bloomberg & WeSave



Macro Économie

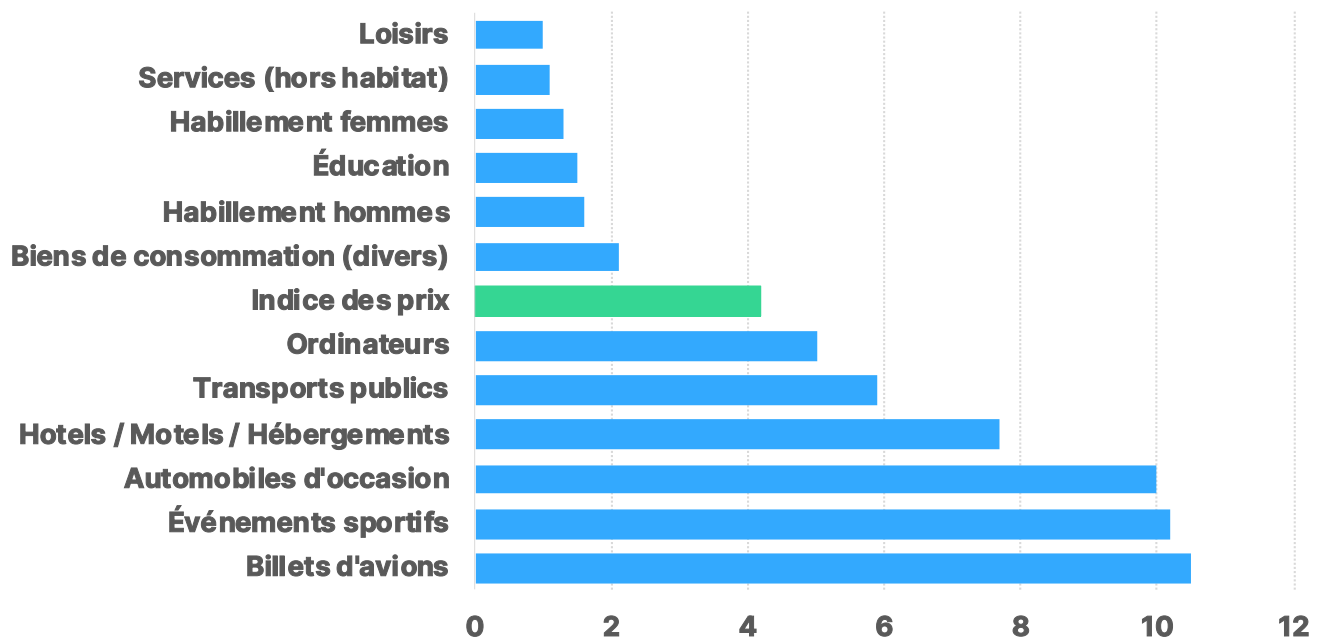
- En avril 2021, sur un an glissant, l'inflation américaine a été de 4,2%, soit le rythme le plus élevé depuis septembre 2008.
- La dispersion des contributions à l'inflation est exceptionnellement importante, les plus fortes hausses se concentrant sur les secteurs ayant été les plus pénalisés par la crise sanitaire.
- Entre mars et avril 2021, l'inflation a été de 0,8% soit un rythme annualisé de 9,6% alors que la Banque centrale américaine cible 2% en moyenne.

Quelle conséquence pour les portefeuilles ?

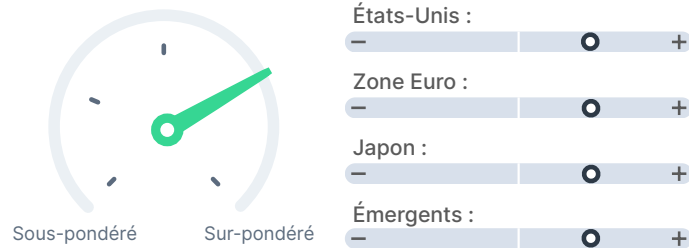
Pour les investisseurs, l'inflation américaine est un sujet très sensible, puisque pouvant amener la Banque centrale à infléchir prématurément sa politique monétaire accommodante. Sans surprise, du fait du déconfinement, les secteurs des loisirs sont ceux bénéficiant d'une demande exceptionnellement forte et, parce qu'il est difficile de satisfaire cette demande, leurs prix s'envolent. Les situations de pénurie de matières premières, de composants électroniques, les contraintes de logistiques... expliquent aussi beaucoup d'envols inhabituels de prix. Si cette inflation devait entraîner des revendications salariales et des hausses de salaires significatives, il serait plus difficile pour la FED de justifier de rester généreuse. Les allocations d'actifs seront donc très sensibles aux prochaines statistiques d'inflation.

Variation sur 1 an glissant des prix aux États-Unis en avril 2021 (en %)

Sources : Bloomberg, WeSave

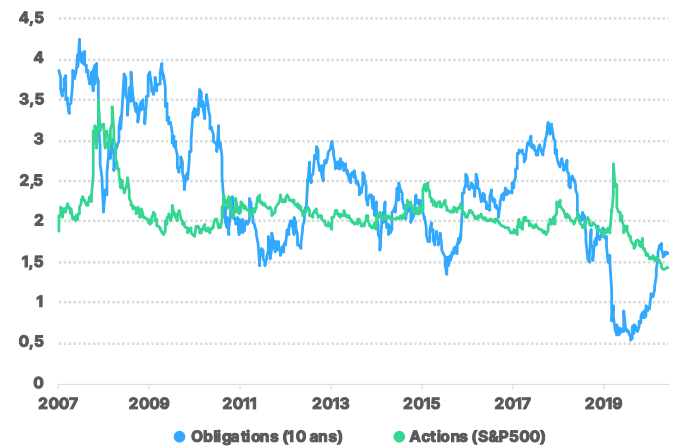


ACTIONS



Le mois de mai a été caractérisé par une pause sur les actions. Après des mois de progressions spectaculaires et des performances avoisinant souvent les +10 à +15% selon les pays en 2021, certains investisseurs ont préféré prendre des bénéfices avant l'été. En dépit de ces quelques flux vendeurs, les marchés affichent une résistance impressionnante, les replis étant très brefs et peu prononcés. Les fondamentaux macroéconomiques, mais aussi les résultats et perspectives affichés par les entreprises lors de leurs publications trimestrielles, confortent plutôt les vues

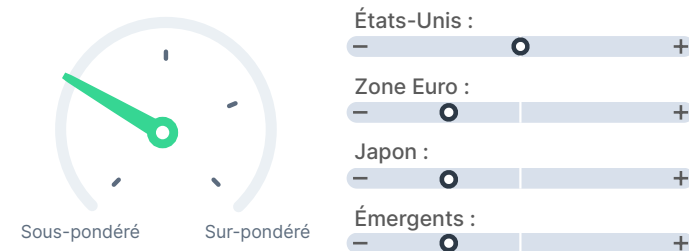
Rendement des obligations souveraines et des actions américaines (en %)



Sources: Bloomberg, WeSave

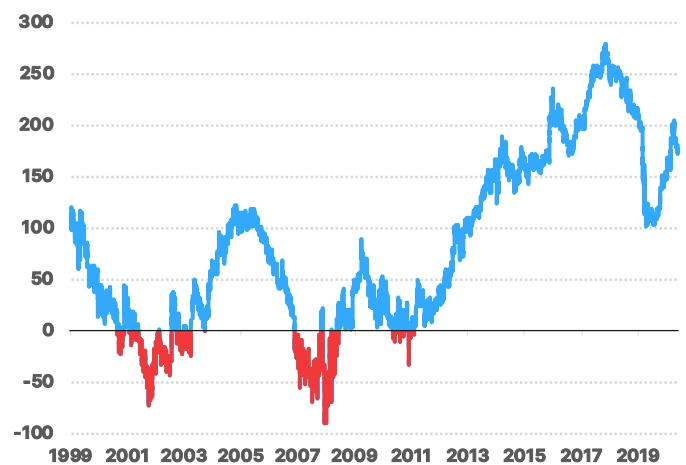
optimistes, même si les valorisations sont exigeantes. La surperformance des secteurs cycliques commence à s'estomper, avec un certain retour des valeurs de croissance ou des secteurs défensifs, signe d'une certaine maturité de ce cycle haussier. Nous restons surpondérés sur les actions.

OBLIGATIONS SOUVERAINES



Depuis le début d'année, les rendements des obligations souveraines se sont significativement tendus un peu partout dans le monde, mais l'ampleur et le rythme ne sont pas toujours synchronisés selon les zones. Les investisseurs font généralement remonter les rendements durant la phase d'accélération des vaccinations, puis marquent une pause lorsque le déconfinement est réellement acté. L'inquiétude quant à une possible inflation plus forte et plus durable à l'avenir persiste, mais les anticipations futures commencent à diminuer un peu : le message passé par les Banques centrales d'une inflation plutôt temporaire

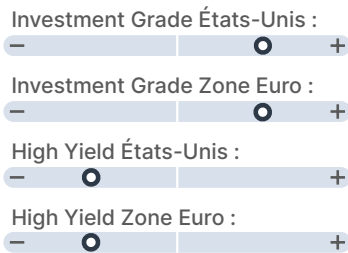
Différentiel de rendement entre les obligations souveraines à 10 ans américaines et allemandes



Sources: Bloomberg, WeSave

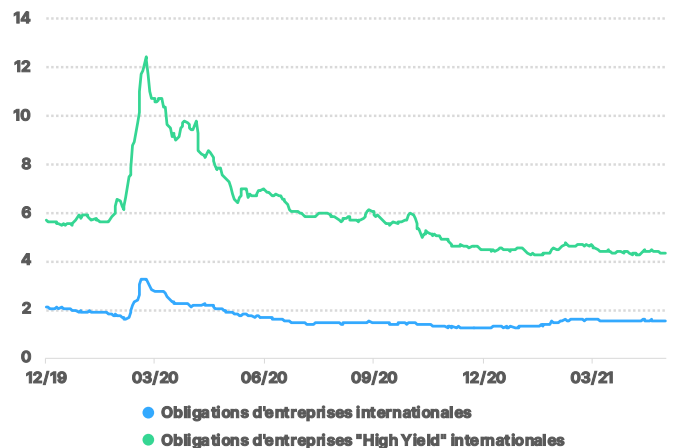
semble convaincre les investisseurs. Le pic d'inflation américain, attendu d'ici à la fin du second trimestre, incite à une certaine prudence persistante sur les actifs obligataires. Nous maintenons notre vue à sous-pondérer sur les obligations d'État.

OBLIGATIONS D'ENTREPRISES



Les rendements des obligations d'entreprises restent sous l'influence déterminante des obligations souveraines. En mai, les obligations souveraines ont vu leurs rendements se détendre, ce qui a profité par ricochet aux obligations d'entreprises. Il faut toutefois souligner que les obligations d'entreprises fragiles (i.e. le « High Yield ») ont connu des séances beaucoup plus saccadées que leurs consœurs solides (i.e. l'« Investment Grade »), signe que les investisseurs sont probablement plus prudents sur ce segment obligataire à l'approche de l'été et du pic d'inflation attendu sur

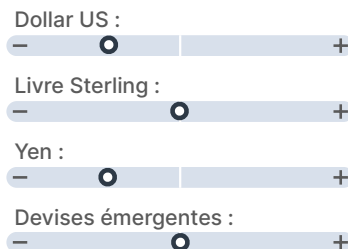
Rendements des obligations d'entreprises dans le monde (en %)



Sources: Bloomberg, WeSave

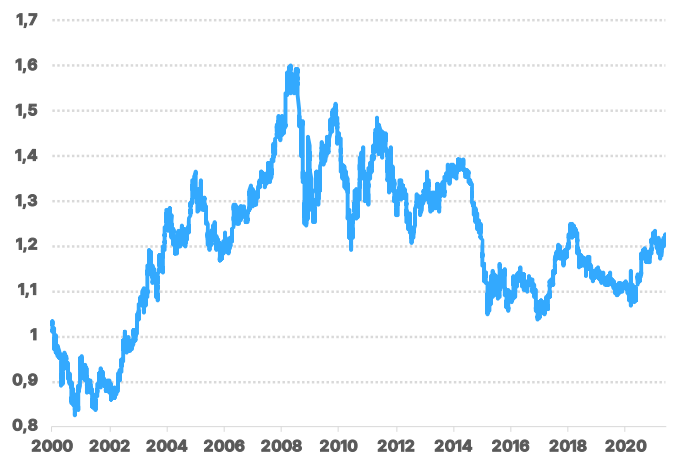
un an glissant. La reprise à venir nous paraissant solide, nous maintenons notre surpondération sur les obligations d'entreprises, mais restons à l'écart du « High Yield », les défauts de paiements ou faillites ne pouvant être exclus dans la phase de réouverture des économies.

DEVISES



Depuis le début d'année, les variations du Dollar face aux principales devises étrangères ont été importantes. En début d'année, les investisseurs ont été pris à contrepied par de fortes anticipations d'inflation aux États-Unis, incitant à penser que la FED pourrait être amenée à relever plus tôt que prévu ses taux directeurs. Depuis deux mois, la dynamique semble à son tour plus forte en Europe, avec la perspective d'une réouverture à venir des économies, profitant en relatif à l'Euro face au Dollar. Durant la fin

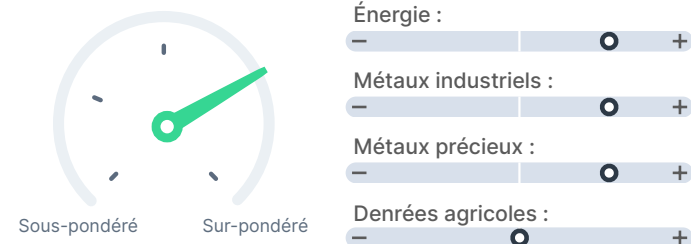
Euro-Dollar



Sources: Bloomberg, WeSave

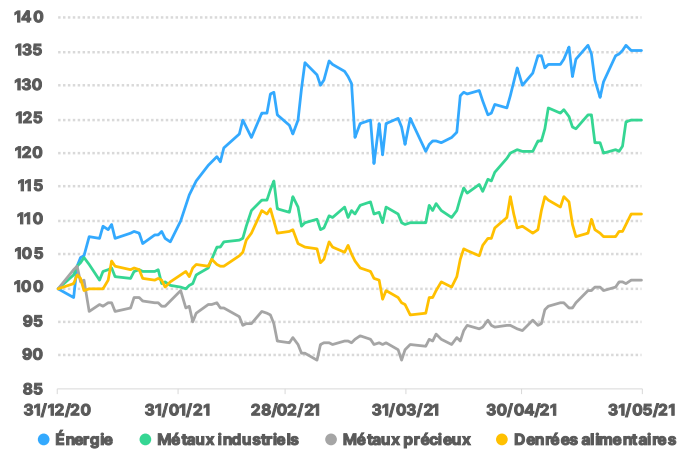
d'année 2021, la question de l'ampleur des levées de capitaux à effectuer aux États-Unis et de leur accueil favorable ou non par les investisseurs non-résidents aura certainement une forte influence sur l'évolution des parités relatives entre devises internationales. Nous conservons une vue plutôt prudente à ce stade à l'égard du Dollar.

MATIÈRES PREMIÈRES



Le mois de mai a été caractérisé, sur les matières premières, par un comportement inverse à celui du début d'année. Ainsi, l'énergie, les métaux industriels, et les denrées agricoles, ont fait l'objet de légères prises de bénéfices en fin de mois, la Chine cherchant à tempérer les spéculations autour des matières premières. Le premier acheteur de matières premières au monde s'inquiète en effet des dérapages de coûts de production pour ses entreprises, mais aussi d'une éventuelle perte de pouvoir d'achat via l'inflation pour sa population. L'or et les métaux précieux, qui avaient

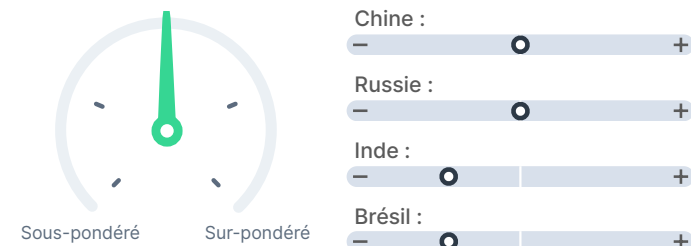
Performance des indices de matières premières (Base 100 = 31/12/20)



Sources: Bloomberg, WeSave

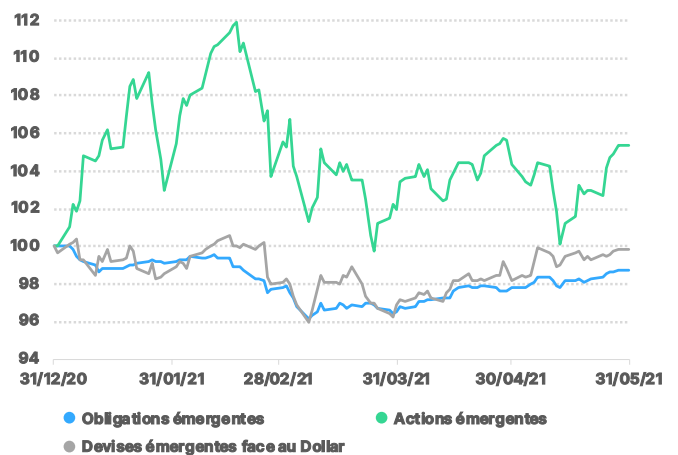
baissé en début d'année, ont retrouvé progressivement de l'intérêt aux yeux des investisseurs, mais aussi auprès de certaines Banques centrales qui en achètent de nouveau. Nous restons surpondérés sur les matières premières afin d'accompagner la dynamique du cycle économique en cours.

ÉMERGENTS



Les actifs émergents sous-performent ceux des pays développés en 2021. Les difficultés à accéder aux vaccins contre la COVID retardent évidemment le retour à la normale de leurs économies. La remontée des taux d'intérêts depuis un an complique aussi l'accès aux capitaux, et la force relative du Dollar face à ces devises locales n'a fait que renchérir le coût des dettes lorsqu'elles sont libellées en Dollar, comme c'est souvent le cas. Plusieurs pays ont dû faire défaut sur leurs remboursements, et le Club de Paris cherche à alléger ou à aménager leur calendrier. Enfin, le poids de

Performances des actifs émergents (Base 100 = 31/12/20)

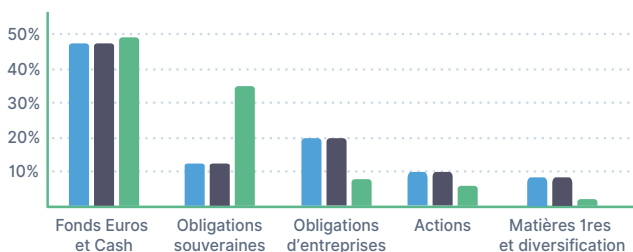


Sources: Bloomberg, WeSave

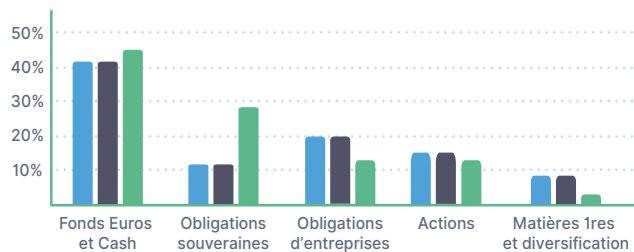
la Chine a aussi pénalisé ces actifs, le pays cherchant notamment à reprendre en main ses multinationales technologiques. Tactiquement, nous surpondérons désormais aussi les émergents dans nos allocations d'actifs, dans la perspective d'un progressif retour à meilleure fortune.

Comparatifs d'allocations entre Mai 2021, Juin 2021 et la stratégie long terme. ■ Juin 2021 ■ Mai 2021 ■ Allocation long-terme

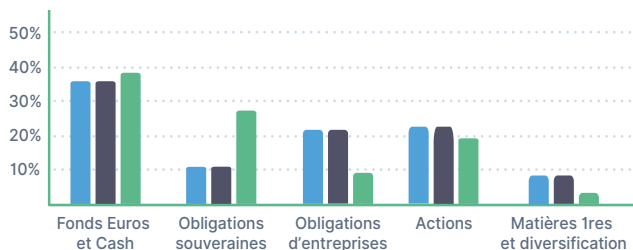
Profil 1 - Prudent



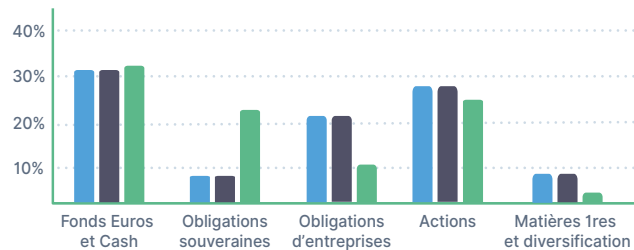
Profil 2 - Prudent



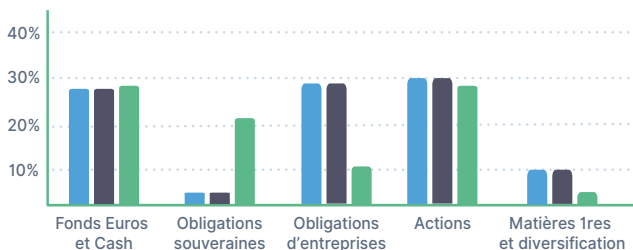
Profil 3 - Défensif



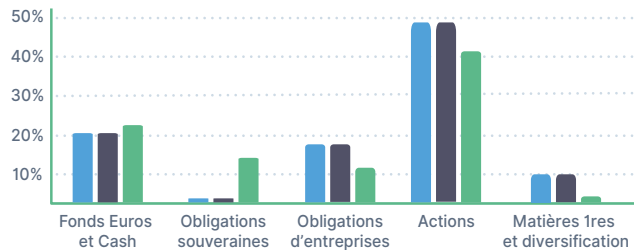
Profil 4 - Défensif



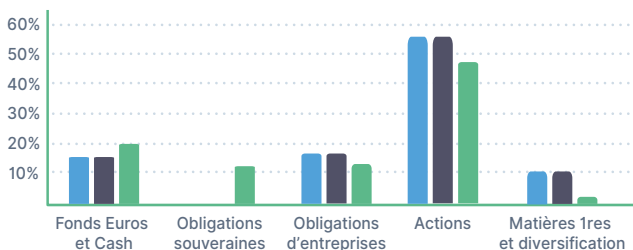
Profil 5 - Équilibré



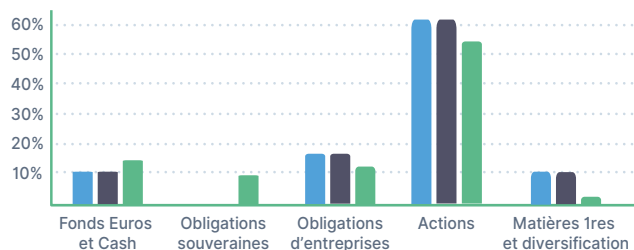
Profil 6 - Équilibré



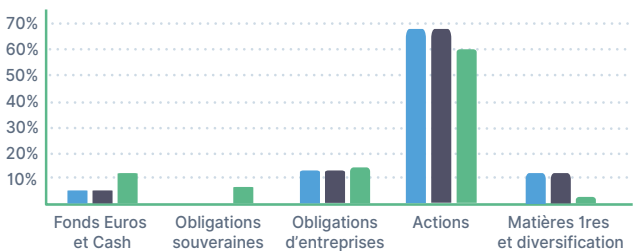
Profil 7 - Offensif



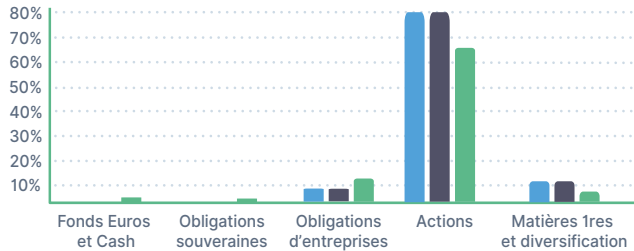
Profil 8 - Offensif



Profil 9 - Agressif



Profil 10 - Agressif



Pour aller plus loin

Donation Covid : plus qu'un mois pour en profiter

Les Français, du fait de l'allongement de la durée de vie, héritent de plus en plus tard. Les héritiers ont en moyenne aujourd'hui, en France, 50 ans (contre 42 ans en 1980). Il y a donc une forte concentration de patrimoine détenue par des personnes âgées, moins enclines à investir dans l'économie.

La crise du Covid-19 a renforcé l'épargne de cette catégorie de la population. L'Etat, afin d'encourager les Français à investir leurs économies dans les projets des jeunes générations, a créé le 1er juillet 2020 une exonération d'impôts exceptionnelle sur les donations jusqu'à 100 000 euros.

Appelée « donation Covid », cette dernière a pour but d'inciter au réinvestissement de l'épargne accumulée par les ménages dans le financement de l'économie.

Cette mesure temporaire prendra fin le 30 juin 2021 et pourrait, dans certaines circonstances particulières, présenter un intérêt.

Pour qui ?

Pour que l'exonération d'impôts sur les donations s'applique (dans la limite de 100 000 euros), le don doit porter sur une somme d'argent en pleine propriété, et doit être consenti aux enfants, petits-enfants, ou

L'équipe des conseillers WeSave

Olivia Ugo est conseillère en gestion de patrimoine chez WeSave. Persuadée que la gestion privée est en pleine mutation, elle décide de rejoindre WeSave pour participer à cette transformation. Pour elle, transparence, confiance et accompagnement sont primordiales.



Olivia Ugo
Conseillère en gestion de patrimoine

arrière-petits-enfants du donateur. Si le donateur n'a pas de descendance, il peut en faire bénéficier ses neveux et nièces. Il n'y a pas de limite d'âge pour le donateur ou le donataire.

L'exonération est plafonnée à 100 000 euros par donateur. Ainsi une personne qui souhaiterait faire bénéficier du dispositif à ses trois enfants devra ventiler les 100 000€ entre ces derniers.

Un donataire peut cependant recevoir des dons de plusieurs donateurs pour un montant global supérieur à 100 000 euros. Par exemple, un enfant (seul donataire de ses parents) pourra recevoir 100 000 euros de son père et 100 000 euros de sa mère, soit un total de 200 000 euros.

Si ce même enfant a une tante sans descendance souhaitant lui faire profiter de ce dispositif, il pourra recevoir à nouveau 100 000 euros, la somme totale sera alors portée à 300 000 euros.

Les donataires devront cependant être éligibles à la donation...

Pour quoi ?

La donation reçue ne pourra pas être utilisée par le donataire comme il l'entend. En effet, la donation devra répondre à une affectation bien précise, et cela dans les trois mois qui suivent la perception des fonds :

- La souscription au capital initial ou aux augmentations de capital d'une entreprise si les conditions suivantes sont respectées :
 - La société exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale.
 - La société compte moins de 50 employés et un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros.
 - La société doit exister depuis moins de 5 ans et ne pas encore avoir distribué de bénéfice.

- La société ne doit pas être issue d'une concentration.
- Le donataire doit exercer dans la société son activité professionnelle principale dans le cas d'une société soumise à l'Impôt sur le Revenu ou bien avoir une fonction dirigeante dans le cas d'une société soumise à l'Impôt sur les Sociétés.

- La réalisation de travaux de rénovation énergétique dans la résidence principale du donataire. Ces travaux doivent être éligibles à la prime de transition énergétique.
- La construction de la résidence principale du donataire.

Les conditions étant nombreuses, cela réduit l'éligibilité à des cas rares.

Peut-on cumuler ce dispositif avec d'autres abattement ?

Cette mesure exceptionnelle est cumulable avec l'abattement de 31 865 euros prévu lors d'un don familial.

Supposant bien-sûr que le donateur et le donataire respectent les conditions propres à ce dispositif, le cumul avec les abattements de droits commun en fonction du lien de parenté entre le donateur et le donataire (100 000 euros pour une donation réalisée entre un parent et un enfant, 31 865 euros pour un grand-parent à un petit-enfant et 7 967 euros pour un oncle ou une tante à son neveu ou nièce) est également possible.

Cependant, cette exonération exceptionnelle n'est pas cumulable avec le dispositif Madelin (réduction d'impôt sur le revenu suite à l'investissement dans le capital d'une PME), avec les réductions d'impôts sur

le revenus relatives à la reprise d'une PME, ainsi qu'au crédit d'impôts et primes pour travaux énergétiques.

Il est donc primordial de procéder à une comparaison des différents avantages fiscaux avant de réaliser ce don exceptionnel.

Peut-on cumuler ce dispositif avec d'autres abattement ?

Il est important de préciser que si le donateur a plusieurs enfants, il est peu probable qu'ils soient tous éligible à cet abattement exceptionnel. Un déséquilibre entre les enfants peut alors être créé.

Par exemple, si un donateur fait une donation à l'un de ses enfants pour la construction de sa résidence principale et que ses autres enfants ne peuvent pas bénéficier du dispositif, une situation de déséquilibre sera alors possible. De plus, l'enfant qui a bénéficié de cette donation devra, le jour de la succession du donateur, la rapporter civilement, et ce à la valeur future de la résidence principale.

Afin qu'aucun des enfants ne soient lésés, il peut être judicieux d'intégrer cette donation dans une donation-partage (au moment du don ou ultérieurement), afin de donner à tous ses enfants de façon égalitaire. Les enfants qui ne peuvent pas, du fait des conditions strictes, bénéficier de la donation Covid, pourront profiter de l'abattement usuel de 100 000 euros.

Ce dispositif peut s'avérer très intéressant dans certains cas, et dépend de la situation patrimoniale de chacun.

Nous sommes disponibles, chez WeSave, pour étudier avec vous l'intérêt d'une telle opération. N'hésitez pas à contacter WeSave par téléphone au **01 80 49 70 00** ou par mail à l'adresse conseiller@wesave.fr. Les conseillers se feront un plaisir de vous accompagner !



AGRÉGEZ ET ANALYSEZ AVEC WESAVE CONSEIL !

Au-delà de fonctionnalités d'agrégation financière et immobilière, WeSave Conseil propose une analyse approfondie de votre patrimoine. Depuis la vue analytique, accédez au détail des différents aspects de chacun de vos portefeuilles :

- Découvrez la répartition de vos actifs
- Mesurez vos performances
- Déterminez vos risques
- Évaluez vos frais



Contactez un conseiller au **01 80 49 70 00** ou par email à conseiller@wesave.fr

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h sur RDV

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de ANATEC- 4 rue Charlemagne 75004 PARIS - SAS au Capital de 272 820 €, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 (www.orias.fr) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.